

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL

75 rue Prunier
68000 Colmar

Références : 0006704907_2023_10_17_SchrollPrunier_ViLED
Code AIOT : 0006704907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SCHROLL implanté 75 rue du prunier 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée à la suite de l'examen du dossier de réexamen remis au titre de la directive sur les émissions industrielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 75 rue du prunier 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006704907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement comporte notamment une installation de transit de déchets dangereux (traverses de chemin de fer) et une déchetterie professionnelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déclaration GEREP ;
- conditions de stockage des déchets ;
- techniques d'optimisation des rejets aqueux ;
- gestion des flux de déchets ;
- surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Rejets d'eaux pluviales – modalités d'échantillonnage	1.3 de l'annexe I de l'arrêté du 17 décembre 2019	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Stockage de traverses de chemin de fer	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Espace de stockage - Hall	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Espace de stockage - Stockages extérieurs de déchets non dangereux	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien du séparateur à hydrocarbures	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.9	/	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.10	/	Sans objet
6	Techniques d'optimisation des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.1	/	Sans objet
7	Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- absence de déclaration GERE ;
- le stockage de traverses de chemin de fer ne respecte pas l'organisation prescrite (hauteur, distance par rapport aux limites de propriété) ;
- des déchets dangereux sont admis dans le Recyparc ;
- les stockages extérieurs de déchets non dangereux ne respectent pas l'organisation prescrite (distance entre les îlots, distance par rapport aux limites de propriété) ;
- les dernières analyses des eaux pluviales ont mis en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration Gerep
Prescription contrôlée : III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site Annexe Ia) a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 366
Constats : Il a été constaté que l'exploitant ne réalise pas de déclaration Gerep (ni en 2022, ni les années précédentes).
Observation : Il n'est, à ce stade plus possible de procéder à la télédéclaration pour l'année 2022. Il appartiendra à l'exploitant de procéder à la déclaration pour l'année 2023 avant le 31 mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Entretien du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Article 4.3.9 de l'arrêté du 25 novembre 2010 (modifié par l'article 6 de l'arrêté du 18 octobre 2018) Après passage dans un déshuileur-décanteur et le cas échéant dans les rétentions des eaux, les eaux devront respecter avant rejet les caractéristiques suivantes [...]
Constats : Il a été constaté la présence d'un séparateur à hydrocarbures. Ce dispositif, ainsi que le réseau d'évacuation des eaux pluviales font l'objet d'un entretien régulier. L'exploitant a justifié des interventions suivantes réalisées le 12 avril 2023 : <ul style="list-style-type: none">• Nettoyage des avaloirs ;• Écrémage du séparateur d'hydrocarbures ;

<ul style="list-style-type: none"> Nettoyage de la fosse de relevage « eaux pluviales ». <p>Un curage du séparateur à hydrocarbures a également été réalisé le 16 octobre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets d'eaux pluviales – valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.9, arrêté du 17 décembre 2019 (X de l'annexe 3.1)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.3.9 de l'arrêté du 25 novembre 2010 (modifié par l'article 6 de l'arrêté du 18 octobre 2018)

- Rejets des eaux pluviales et des eaux d'un éventuel incendie dans le milieu naturel vers la Lauch canalisée

Après passage dans un deshuileur-décanteur et le cas échéant dans les rétentions des eaux, les eaux devront respecter avant rejet les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,

- absence de flottants ou de substances de nature à modifier l'aspect du cours d'eau,

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
DCO	1314	120
MES	1305	30
Hydrocarbures totaux	7009	5
Naphtalène	1517	0,130
Fluoranthène	1191	0,025
Somme (benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-cd)pyrène)	7088	0,025

Une analyse semestrielle est réalisée sur un échantillon représentatif. Les résultats d'analyses sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées, sauf impossibilité technique, par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des analyses du 15 février 2022, du 16 novembre 2022 et du 20 février 2023.

Il apparaît que le 16 novembre 2022, aucun prélèvement n'a pu être réalisé. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu d'écoulement d'eau lors de la campagne de mesure.

Pour les deux autres analyses présentées, les résultats sont conformes.

L'Inspection observe toutefois que si les HAP sont analysés, la somme des HAP n'est pas mentionnée dans les résultats d'analyse.

Par courriel du 25 octobre 2023, l'exploitant a communiqué les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements effectués le 12 octobre 2023.

Les analyses ont mis en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) pour les MEST (130 mg/L) et pour la DCO (220 mg/L). Pour les hydrocarbures totaux, il apparaît que la concentration est également légèrement supérieure à la VLE (5,1 mg/L).

L'exploitant a justifié de la réalisation d'un nettoyage du séparateur à hydrocarbures le

16 octobre 2023 et a indiqué avoir mandaté un laboratoire pour faire réaliser de nouveaux prélèvements et analyses.
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : Considérant les démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant communique à l'Inspection, dans un délai de deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats des nouvelles analyses prévues ; • la justification des dépassements observés et les actions correctives adaptées identifiées pour que de tels dépassements ne se reproduisent plus (augmentation de la fréquence d'entretien si nécessaire, ...). <p>Observation 2 : Il appartient à l'exploitant de faire le nécessaire pour que la ligne comportant la somme des HAP apparaisse dans les rapports d'analyse.</p> <p>Observation 3 : il appartient à l'exploitant de faire réaliser la surveillance à une fréquence semestrielle. Si les conditions ne permettent pas un prélèvement lors du passage de l'organisme effectuant les prélèvements, il lui appartient de convenir d'un nouveau rendez-vous à une période appropriée.</p> <p>Observation 4 : les eaux pluviales susceptibles d'être polluées des installations de stockage temporaire de déchets dangereux sont concernées par les dispositions prévues au X de l'annexe 3.1 de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED (toutefois, pour ce point de contrôle, les VLE de l'arrêté ministériel étant supérieures à celles de l'arrêté préfectoral, seules les prescriptions de ce dernier ont été reprises dans la prescription précitée).</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 2 mois

N° 4 : Rejets d'eaux pluviales – modalités d'échantillonnage

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (1.3 de l'annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : Annexe 1.3 de l'arrêté du 17 décembre 2019</p> <p>Émissions dans l'eau</p> <p>Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émissions dans l'eau indiquées dans les annexes du présent arrêté désignent des concentrations (masse de substances émise par volume d'eau) exprimées en µg/L ou en mg/L.</p> <p>Sauf indication contraire, les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent à l'un des deux cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevés sur 24 heures ; 2. En cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé

et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.

Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation

Constats :

Il a été constaté que les échantillons analysés dans le cadre de la surveillance des rejets d'eaux pluviales sont prélevés à partir de prélèvements réalisés en instantané. Or, les effluents ne sont pas homogènes (leur composition est notamment susceptible de varier en fonction du moment du prélèvement (début ou fin de pluie)).

En l'état, les modalités de prélèvement mises en œuvre par l'exploitant ne sont pas justifiées.

Observations :

Le guide « guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE » précise des modalités d'échantillonnage pour ce type de rejets.

Il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade, en l'absence d'éléments techniques. Il convient que l'exploitant justifie, sur la base d'éléments techniques, les moyens mis en œuvre pour réaliser le prélèvement des effluents au regard de la prescription précitée et des préconisations du guide précité dans un délai de deux mois. Il lui appartient, dans la mesure du possible, de mettre en œuvre les modalités d'échantillonnage présentées dans le guide précité.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délai : 2 mois

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2010, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article créé par l'article 7 de l'arrêté du 18 octobre 2018

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
A compléter/PZ1 A compléter/PZ2	Semestrielle (basses eaux et hautes eaux)	Indice hydrocarbures	7009
		DCO	1314
		Température	1301
		pH	1302
		MES	1305
		somme des 16 HAP	6136

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des analyses des prélèvements réalisés le 15 février 2022, le 16 novembre 2022 et le 20 février 2023.

Il est constaté que les résultats des analyses ne font pas l'objet d'une interprétation par l'exploitant (évolution dans le temps, différence amont / aval, comparaison aux valeurs de l'arrêté du 11 janvier 2007).

L'Inspection observe que les résultats des analyses présentées ne mettent pas en évidence d'anomalies et de différences significatives entre l'amont et l'aval des installations.

Concernant les niveaux piézométriques, il apparaît que les cotes sont relevées par rapport au terrain et non par rapport à une référence altimétrique.

Aucune carte isopièze n'est réalisée.

Observations :

Observation 1 : L'Inspection observe que la prescription relative aux cartes isopièzes n'est pas adaptée. En effet, la réalisation de ces cartes implique d'avoir trois points de référence. Elle sera modifiée ultérieurement.

Observation 2 : il appartient à l'exploitant de s'approprier les résultats d'analyses et de les commenter.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Techniques d'optimisation des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

VII. Techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

e	Surface imperméable	Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Applicable d'une manière générale.
i	Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement	Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.

<p>Constats :</p> <p><u>Surface imperméable</u> Il a été constaté que les traverses de chemin de fer sont stockées sur une surface imperméable. Les piles et les tubes fluorescents sont entreposés sous abri.</p> <p><u>Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement</u> L'exploitant a communiqué un plan des zones de confinement des eaux d'extinction par courriel du 25 octobre 2023. Il apparaît que le volume de confinement disponible est de 1031 m³ (rétention dans les canalisations : 123 m³, rétention sur la voirie à l'est du hall : 453 m³, rétention sur la voirie au nord-ouest du hall : 455 m³). Ce volume est supérieur à celui prescrit à l'article 4.1.2.IV de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 (1020 m³).</p> <p>Une vanne d'isolement est présente avant rejet vers l'extérieur. Son bon fonctionnement n'a pas été testé au cours du contrôle.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 7 : Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, I de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Flux de déchets
<p>Prescription contrôlée : I. Gestion des flux de déchets</p> <p>L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :</p> <p>e : Capacité de stockage appropriée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; <p>[...].</p>
<p>Constats : Les capacités de stockage des déchets dangereux sont encadrées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2010 modifié. Le respect de ces dispositions fait l'objet des constats suivants. Il a été constaté que l'exploitant tient à jour un inventaire des déchets dangereux présents sur site (traverses de chemin de fer et piles et tubes fluorescents). Un bilan mensuel est réalisé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Stockage de traverses de chemin de fer

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de traverses de chemin de fer

<p>Prescription contrôlée : (Article modifié par l'article 8 de l'arrêté du 18 octobre 2018)</p> <p>Stockage extérieur de bois traité Les traverses sont stockées sur une aire extérieure imperméabilisée équipée d'un système de collecte des eaux pluviales d'une surface de 1400 m². La quantité stockée de bois traité ne dépasse pas 475 tonnes. La hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'aire de stockage est située à plus de 5 m des limites de propriété et du hall. Les bois traités aux sels métalliques doivent impérativement être stockés à l'abri des intempéries, de préférence sous le hall de stockage, de manière à éviter tout lessivage des métaux par les eaux pluviales.</p>
<p>Constats : Le jour du contrôle, la quantité de traverses de chemin de fer présente sur le site était de l'ordre de 200 tonnes d'après les inventaires présentés par l'exploitant.</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence de bois traités aux sels métalliques.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que les traverses de chemin de fer sont stockées sur une zone imperméabilisée. Toutefois, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> des empilements de traverses de chemin de fer sont réalisés jusqu'à une hauteur de 4 m (voir photo 1 en annexe) ; des traverses de chemin de fer sont stockées contre la limite de propriété. Lors du contrôle, un tas de déchets de traverses de chemin de fer était stocké en vrac contre les legos béton faisant office de limite de propriété. La hauteur de ce tas était supérieure à celle des legos béton et certains déchets surplombaient les legos béton (voir photo 2 en annexe). <p>En outre, la zone de stockage des traverses de chemin de fer ne correspond pas à celle identifiée dans le porter à connaissance de mars 2016. Ce constat constitue une non-conformité.</p>
<p>Observation : si l'exploitant souhaite faire évoluer les prescriptions relatives à ses installations, il lui appartient de les porter en préalable à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Pour remédier à la mise en demeure, l'exploitant peut soit se conformer aux prescriptions, soit déposer un porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Espaces de stockage - Hall

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 novembre 2010, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Hall</p>
<p>Prescription contrôlée : (Article modifié par l'article 5 de l'arrêté du 16 novembre 2017)</p> <p>Hall Le hall accueille les activités suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> Espace Recyparc sur une aire de 2000 m² Seuls les déchets non dangereux sont acceptés sur l'espace Recyparc. La quantité totale stockée ne dépasse pas 300 m³

<ul style="list-style-type: none"> • [...] • Piles et Néons <p>La quantité stockée ne dépasse pas 3 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que des déchets dangereux sont acceptés sur l'espace Recyparc (voir photo 3 et 4 en annexe). Lors du contrôle, 6 palettes de pots de peinture usagés étaient présentes (quantité estimée à environ 100 à 150 kg par palette), ainsi que des fûts d'huiles dont la quantité n'a pas pu être précisée.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Concernant les piles et tubes fluorescents, la quantité présente d'après les registres était de 2 tonnes (1 tonne de piles et 1 tonnes de tubes fluorescents).</p>
<p>Observation :</p> <p>Observation 1 : si l'exploitant souhaite faire évoluer les prescriptions relatives à ses installations, il lui appartient de les porter en préalable à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Pour remédier à la mise en demeure, l'exploitant peut soit se conformer aux prescriptions, soit déposer un porter à connaissance</p> <p>Observation 2 : il appartient à l'exploitant de s'assurer que le volume des rétentions est adapté aux contenants associés (cf. rétention sous le Grand Récipient pour Vrac par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délai : 2 mois</p>

N° 10 : Espaces de stockage – Stockages extérieurs de déchets non dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 novembre 2010, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Hall</p>
<p>Prescription contrôlée : (Article modifié par l'article 5 de l'arrêté du 16 novembre 2017)</p> <p>Stockages extérieurs de déchets non dangereux</p> <p>Les stockages extérieurs de déchets non dangereux sont gérés en îlots de 500 m³ au maximum, séparés par des espaces de 5 m au minimum et situés à plus de 10 m du hall et des limites de propriété.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que la limite de propriété « est » est constituée de légos béton et que les îlots de déchets situés le long de cette limite sont séparés par des legos béton.</p> <p>Toutefois, en l'état les modalités d'entreposage des déchets non dangereux ne respectent pas la prescription précitée. En effet, des déchets sont stockés contre la limite de propriété et la distance entre les îlots est inférieure à 5 m.</p> <p>En l'état, ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Concernant le volume des îlots, l'Inspection a observé la présence d'un îlot très important de bois / palettes (voir photo 5 en annexe).</p> <p>Le volume n'a pas été déterminé. L'Inspection émet toutefois de sérieux doutes sur le respect du volume maximal autorisé au regard de la prescription précitée.</p>

Observation :

Observation 1 : Il convient que l'exploitant précise le volume de l'ilot de bois / palettes dans un délai de quinze jours.

Observation 2 : si l'exploitant souhaite faire évoluer les prescriptions relatives à ses installations, il lui appartient de les porter en préalable à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (caractéristiques coupe-feu des legos béton, incidence à l'extérieur du site en cas d'incendie, ...).

Pour remédier à la mise en demeure, l'exploitant peut soit se conformer aux prescriptions, soit déposer un porter à connaissance

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, lettre de suite préfectorale

Proposition de délai : 2 mois

Constats hors points de contrôleRegistre des déchets entrants et des déchets sortants

Compte tenu des suites administratives engagées sur le site situé rue Branly à Colmar, des démarches sont engagées à l'échelle du groupe pour mettre en conformité les registres.

A ce stade, le registre présenté comporte les dossiers validés (facturables), mais pas les dossiers saisis non validés. Le registre n'est pas encore totalement exhaustif (les dossiers saisis non validés ne figurent pas dans le registre) et il existe un delta d'environ 24 heures entre l'entrée des déchets dans les installations et leur consignation sur le registre.

ANNEXE

1. Aire de stockage des traverses

Photo 1



Photo 2



2. Entreposage de déchets dangereux dans le Recyparc

Photo 3



Photo 4



3. Aire d'entreposage de bois / palettes
Photo 5

